

La victoire de Trump lors de l'élection présidentielle états-unienne a fait l'objet d'intenses discussions partout dans le monde, en particulier à gauche. Comment en est-on arrivé là ? Beaucoup d'éléments ont été avancés – parfois importants, quelquefois anecdotiques voire grotesques – mais il semble que soit largement sous-estimé le facteur principal : la démobilisation de l'électorat démocrate, liée au bilan de Joe Biden et à la campagne particulièrement droitière de Kamala Harris.

Une lecture unilatéralement pessimiste de l'élection présidentielle américaine présente deux désavantages notables. Du premier, on ne conviendra pas de manière évidente. Il faut l'envisager néanmoins : on risquerait de passer à côté du pittoresque et du merveilleux qui imprègnent cet épisode politique, fatal pour ce qu'il restait encore de vernis de décence et de rationalité officielles.

Qu'on y songe. Le président qui vient d'être élu avec un soutien renforcé dans tous les secteurs de l'électorat par rapport à sa première victoire en 2016 est celui-là même qui a présidé à la gestion catastrophiquement meurtrière de la pandémie du Covid19 ; qui a fomenté l'émeute du 6 janvier 2021 contre le Capitole ; qui a été unanimement reconnu coupable de trente-quatre chefs d'accusation de falsification comptable dans une affaire de paiement dissimulé en vue d'obtenir le silence d'une actrice de X dont il avait obtenu une relation sexuelle ; qui a été condamné pour violences sexuelles (en 1996) et diffamation de sa victime à laquelle il a dû verser la somme de cinq millions de dollars (en 2023) ; qui a dû rembourser 25 millions de dollars aux étudiant.es piégé.es dans l'escroquerie de la « Trump University » ; qui s'est amusé à simuler une fellation sur un micro dans un meeting de campagne ; a divertit son auditoire avec ses commentaires explicites sur les parties génitales d'une star américaine du golf lors d'un autre meeting ; a répandu les rumeurs racistes les plus étranges sur les immigrés haïtiens qui mangeraient les animaux domestiques des braves gens de Springfield dans l'Ohio.

« **Nous devons vivre honnêtement** »

Ce conte de fée à l'envers s'est rapidement peuplé d'une galerie de personnages tous plus enchanteurs les uns que les autres : au ministère de l'énergie, un patron de l'industrie fossile (Chris Wright) comptant parmi les opposants les plus déterminés à la lutte contre le changement climatique ; un agresseur sexuel (Pete Hegseth) à la défense ; un autre (Matt Gaetz) visé par une enquête pour rapports sexuels avec une prostituée mineure, usage de stupéfiants et détournement de fonds de campagne^[1] ; à la santé, un conspirationniste anti-vaccins déclaré (Robert F Kennedy) aux « convictions » fluctuantes sur le droit à l'avortement .

Au moins aussi remarquablement bizarre ; le choix d'Elon Musk et du milliardaire de la biotech, Vivek Ramaswamy, pour diriger ensemble un nouveau « ministère de l'efficacité gouvernementale ». Musk a d'ores et déjà annoncé son projet de réduire d'au moins un tiers les dépenses du budget fédéral américain, soit une réduction de plus de deux mille milliards de dollars d'une dépense totale de 6,75 mille milliards sur la base de l'année 2024.

Or, selon l'ex-secrétaire au trésor, Larry Summers, la masse salariale totale de l'État fédéral ne représentant qu'environ quinze pour cent de la dépense fédérale, même le licenciement de l'intégralité des employé.es de l'État fédéral ne permettrait pas ne serait-ce que d'approcher un tel objectif de décimation budgétaire. Musk, toutefois, voit peut-être déjà la réalité terrestre depuis mars.

Mais le meilleur tient incontestablement en ceci : c'est l'homme le plus riche du monde – la fortune d'Elon Musk s'élève à 334 milliards de dollars fin novembre 2024 – et généreux donateur de la campagne du milliardaire Trump, au côté du milliardaire Ramaswamy, qui vient expliquer aux américain.es qu'« *il nous faut réduire nos dépenses afin de vivre selon nos moyens* », et qu'il va donc falloir en passer par « *des difficultés temporaires* ».

Mais ceci « *assurera une prospérité de long-terme [...] Il y a tant de gâchis gouvernemental que l'on se croirait dans une pièce entouré de cibles que l'on ne peut pas rater -tu tires dans n'importe quelle direction et tu es sûr d'atteindre une cible* ». Musk dit d'ailleurs s'attendre à des « *réactions d'anticorps* » de tous bords, mais qu'à cela ne tienne, « *tout le monde va avoir droit à une coupe [...] Nous devons vivre honnêtement* ».

Ambivalence et contradictions du résultat

Un certain pessimisme nous ferait aussi sous-estimer les nuances significatives que mérite la lecture de ce scrutin. En dépit de ses tendances lourdes, celui-ci continue de nous rappeler que la politique est toujours pleine de surprises.

La poussée du vote populaire en faveur de Donald Trump n'est pas synonyme d'une adhésion forte à son message. Au 27 novembre, les résultats combinés des divers sondages indiquaient une courte majorité d'opinion défavorable à la successeure de Biden. Ils montraient en outre une préférence pour une majorité démocrate au Congrès sur l'ensemble de la période allant de fin mars à l'élection du 5 novembre^[2].

Ce décalage s'illustre dans le fait, par exemple, qu'une majorité de l'opinion publique américaine (62%) se déclare en faveur d'un moindre rôle de l'argent dans la politique; en faveur de la réduction des coûts de santé et de l'amélioration du système éducation (60%) ; et si les positions anti-immigration ont eu un écho important au cours de la campagne, il demeure que 56% des Américain.es (contre 40%) se disent favorables à une facilitation de la régularisation des immigré.es sans papiers aux États-Unis^[3].

Il vaut la peine d'observer que ces élections sont intervenues dans une période de défiance croissante et transpartisane à l'égard des grandes entreprises et des banques : en 2022, selon le Pew Research Centre, 71% des enquêtés estimaient que les grandes entreprises avaient « un effet négatif » sur la vie du pays, et 56% jugeaient les banques et autres institutions financières dans les mêmes termes^[4], estimant (toujours à 56%) que [le gouvernement faisait « trop peu »](#) pour en contrôler l'activité. Si les chiffres varient d'une enquête à l'autre^[5], la généralisation de la défiance, voire, de l'hostilité, à l'égard des puissances du capitalisme américains paraît faire l'objet d'un constat largement partagé.

Ceci explique en partie, au moins, certaines ambivalences de ce scrutin. Dans plusieurs États, en effet, la majorité en faveur de Trump s'est accompagnée de votes progressistes, ou tout au moins, en net décalage avec l'orientation oligarchiste ultra-réactionnaire du

Par exemple : sur les dix États où la question du droit à l'avortement (pour le rétablir ou en allonger la période d'accès) figurait sur le bulletin de vote, sept ont voté pour la protection de l'avortement tout en donnant une majorité à Trump.

Le vote du Missouri a donné une majorité pro-Trump tout en votant en faveur d'amendements visant à mettre fin – au niveau de l'État du Missouri – à l'interdiction de l'avortement, à augmenter le salaire minimum et à étendre l'accès au congé maladie^[6]. Même chose en Arizona. En Floride, l'échec tient au fait que le vote en faveur de l'allongement de la période d'accès à l'avortement, bien qu'atteignant 57,2%, [n'a pas franchi le seuil de 60%](#) requis dans cet État pour adopter l'amendement.

Nombre d'États ont placé Trump en tête tout en choisissant des candidat·es démocrates (Sénat ou Congrès) au niveau local. De ce point de vue, la réélection d'Alexandria Ocasio Cortez dans le 14^e district de New York est emblématique : la candidate clairement identifiée à gauche a été réélue avec 68,9 % des voix, mais ce par un électorat qui, pour une part, a nettement renforcé le vote (+ 10 %, mais encore minoritaire dans cet État) pour Trump à la présidence.

Cette situation s'est déclinée de diverses manières dans le Michigan, le Wisconsin, en Caroline du Nord, ou le Nevada. Rien d'inédit, certes, mais il y a là de quoi nuancer un peu la vision, en partie juste, d'une Amérique politiquement polarisée comme rarement auparavant. Et le simple fait que nombre de candidat·es démocrates soient impeccablement de droite ne contribue pas qu'un peu à la préservation de relatifs consensus « bipartisans ».

Défaite d'une campagne droitière

Un peu de nuances, donc, et pas de vote homogène pour le fascisme quand bien même le fascisme figure bien au menu. Comme le dit si bien le commentaire de l'excellent John Oliver dans son émission (HBO) du 14 novembre, ces « bonnes nouvelles » s'apparentent à l'heureuse surprise de trouver un billet de vingt dollars qu'on avait encore sa poche au moment même où un ours te saute dessus. Reste cependant à savoir comment on en est venu à se trouver si dangereusement exposé à un tel assaut.

La défaite démocrate semble avoir entraîné une épidémie d'examens de conscience, ou au choix, une chasse au bouc émissaire : faut-il expliquer les 2 points pourcentage de retard sur Trump par le taux de participation ? Par l'inflation ? Par le vote de minorités qui ont renoncé à leur allégeance aux démocrates ? Par l'attitude des Arabes-américains du Michigan pour qui la politique extérieure américaine et le génocide en Palestine ne pouvaient pas être négociables^[7] ? Par le profil « trop à gauche », voire, « *d'extrême-gauche* » (« *far left* ») de Kamala Harris ? Trop « *woke* » ? « Les médias » ? Si ces différents facteurs méritent des degrés divers de – voire aucune – considération, aucun d'entre eux ne permet de rendre compte de l'échec au bout du compte.

Beaucoup d'éléments semblent indiquer en revanche que la défaite démocrate est avant tout celle d'une campagne menée à droite, qui misait sur la loyauté contrainte d'un électorat démocrate présumé captif. Remarquons d'abord la manière dont la candidate

démocrate aura réduit son message programmatique à la thématique du danger pour la démocratie représenté par le fasciste Trump et à la question des droits reproductifs.

Le premier problème ici tient au fait que, d'une part, Trump a lui aussi fait campagne sur la question de la sauvegarde de la démocratie américaine (sans renoncer à l'accusation de l'« élection volée » en 2020) et que, d'autre part, nombre d'électrices et d'électeurs avaient la possibilité de rétablir ou de renforcer le droit à l'avortement à l'échelle de leur propre État lors de ce même vote du 5 novembre.

En outre, la campagne de Kamala Harris s'est appliquée à envoyer des signaux à un électorat de droite susceptible de ne pas vouloir d'un retour de Trump au pouvoir. Aussi a-t-elle choisi de tourner le dos à tout ce qui avait assuré la popularité des candidatures de Bernie Sanders lors des primaires de 2016 et 2020, et dont Biden avait su tirer parti.

Loin d'afficher une orientation ne serait-ce que modérément social-démocrate, en défendant par exemple le bilan de Biden sur le progrès de salaires réels et son affichage pro-syndical, la baisse de l'inflation, les mesures protectionnistes de l'Inflation Reduction Act (Août 2021) et la consolidation de l'emploi industriel, Harris jugea bien plus urgent de faire savoir, par exemple, qu'elle aussi était propriétaire d'un semi-automatique Glock, ce entre deux apparitions de campagne aux côtés de Liz Cheney et de son père, Dick Cheney, vice-président de George Bush Jr. de 2001 à 2009 et figure centrale du néo-conservatisme américain fanatiquement va-t-en-guerre du début du 21^e siècle.

On ne peut donc être surpris du constat fait par J. Abbott et F. Deveaux [dans Jacobin](#), de l'extrême sous-représentation des thématiques ouvrières et salariales dans la communication de la campagne démocrate, et pour ne rien dire d'une quelconque coloration ouvrière dans la composition sociale des candidatures démocrates à l'échelle du pays. Et où étaient passées les questions de la pauvreté, ou du dérèglement climatique... ?

Consensus pour un régime d'oligarchie représentative

Ce n'est malheureusement pas tout. La campagne démocrate, après s'être engagée sur la dénonciation de l'accaparement oligarchique, servi par Trump, est vite revenue à la raison : le parti démocrate devait être lui aussi le parti non-seulement des dirigeants des grandes entreprises (88 d'entre eux lui ont exprimé leur soutien en septembre), mais également des milliardaires érigés en dignes représentants de la réussite entrepreneuriale et accessoirement, donateurs d'une campagne dont le coût cumulé s'est élevé à seize milliards de dollars.

À la tribune de la convention démocrate au mois d'Août 2024 et dans l'entourage de campagne immédiat de Harris, les milliardaires JB Pritzker, Mark Cuban, Reid Hoffman et d'autres sont venus incarner tout ce qu'une majorité de l'opinion publique américaine rejette (cf. les enquêtes déjà citées): pouvoir des grandes entreprises, concentration sans précédent de la richesse, emprise de l'argent sur la politique.

Cuban, qui s'est flatté d'avoir inondé la direction de campagne de ses messages, et d'autres, ont en outre réclamé qu'en contrepartie de leur soutien, Harris s'engage à se débarrasser de Lina Khan, la présidente de l'agence gouvernementale chargée des relations concurrentielles, de la protection des consommateurs et de la lutte contre la

Khan a réussi, par exemple, à faire interdire les « clauses de non-concurrence » (« *non-compete agreements* ») qui permettent à un employeur d'interdire à un salarié, pendant une période déterminée, d'aller travailler pour une entreprise concurrente. A l'annonce de cette mesure, la présidente de la FTC [a expliqué](#) que si les employeurs voulaient éviter que leurs salarié.es aillent servir la concurrence, la concurrence entre eux est toujours possible et souhaitable pour garder ces salarié.es en améliorant leur salaire et leurs conditions de travail. Une communiste, assurément.

La gauche démocrate s'est immédiatement insurgée contre ce chantage venant du grand-patronat rhabillé en sage conseil de campagne. En septembre, A. O. Cortez a menacé :

« Que ce soit bien clair, dès lors que les milliardaires font du pied au tandem [Harris-Walz] : au premier qui approche de Lina Khan, ce sera la baston générale [there will be an out and out brawl]. Et c'est une promesse. Elle est la preuve que ce gouvernement se bat pour le monde du travail ».

Pour Bernie Sanders :

“Lina Khan est la meilleure présidente de la FTC de l'histoire moderne. En s'attaquant à la rapacité des grandes entreprises et aux monopoles illégaux, Lina fait un travail exceptionnel en empêchant les géants du business d'arnaquer les consommateurs et d'exploiter les travailleurs. »^[8]

Autre signal de ce tour pris par la campagne ; Harris est aussi revenue sur un projet fiscal qu'elle était pourtant censée avoir défendu aux côtés de Biden. En septembre (au moment du grand ralliement patronal collectif officiel) la candidate démocrate avait annoncé vouloir relever à 28% l'impôt sur les plus-values à long-terme (avoirs détenus pendant plus d'une année) que Trump avait plafonné à 20 pour cent. Or, parmi ses mesures fiscales pour 2025, Biden avait proposé un relèvement à 39,6% - quand Sanders avait, lui, défendu un relèvement à 54,2%. Entre l'éviction revendiquée de Lina Khan et ces 28% face à la brutalisation oligarchique de la société américaine, on comprend quelle base sociale est venue faire entendre son rappel à l'ordre.

Mépris à l'égard des aspirations et colères populaires face au pouvoir démesuré des mastodontes du capitalisme américain et de ses oligarques corrupteurs d'une scène politique noyée dans un océan de dollars ; mépris pour l'électorat populaire traditionnellement pro-démocrate présumé captif, condamné à la loyauté, et que l'on a donc cru pouvoir tranquillement ignorer ; mépris pour toute la jeunesse (et au-delà) pro-démocrate qui a passé l'année à manifester contre la complicité américaine dans le génocide perpétré par Israël - avec une aide militaire américaine massive - en Palestine et qui a eu le droit aux qualificatifs infamants désormais rituels, et pas une minute de parole pour leurs déléguées à la tribune de la convention du parti ; mise à distance des principales figures de la gauche démocrate dont l'énormité des scores fait peut-être comprendre ce qu'il aurait fallu défendre dans cette campagne - peut-être et un peu tard. Sans aller chercher les résultats de Tlaib, Omar ou Sanders, le seul fait que dans plusieurs États

(Montana, Ohio, Pennsylvanie), les candidat.es démocrates locales (pour le Sénat, le Congrès, des postes de gouverneur.es..) ont recueilli plus de voix qu'Harris elle-même résume sans doute assez bien les choses.

Trump, quant à lui, n'aura, bien entendu, reculé devant aucune contorsion opportuniste : Trump anti-guerre , ou Trump pro-Tik Tok, un réseau qu'il avait pourtant lui-même menacé d'interdire. Mais une fois la mesure sur le point d'être reprise par le Congrès en mars 2024, Trump n'a pas hésité à tourner casaque, comprenant l'extrême impopularité d'une interdiction du réseau le plus populaire aux États-Unis, utilisé par 150 millions d'américains, et surtout par la jeunesse.

Trump, la pandémie, et l'ironie de l'histoire

Au-delà de ces manœuvres, reste aussi, et surtout, comme l'expliquait Ben Davis dans le *Guardian* au lendemain du scrutin, ce facteur probablement central : les mesures anti-Covid de la fin du mandat de Trump, en contrepoint de la gestion gouvernementale catastrophique de cette crise, aboutirent à la mise en place d'une forme d'« État providence » dont les Américain.e.s n'avaient pour la plupart jamais fait l'expérience. D'où le fait que, pour 73% de l'opinion, la priorité accordée à « l'économie » (Pew Research 2024).

Cette analyse mérite d'être citée longuement :

« L'extension massive, écrit Davis, presque du jour au lendemain, du filet de sécurité sociale et son retrait rapide, presque du jour au lendemain, représentent, en termes matériels, les plus grands changements de politique de l'histoire américaine. Pendant une courte période, et pour la première fois dans l'histoire, les Américain.e.s disposaient d'un véritable filet de sécurité : de solides protections pour les travailleurs et les locataires, des allocations chômage extrêmement généreuses, un contrôle des loyers et des transferts directs de liquide de la part du gouvernement américain ».

En dépit de toutes les souffrances induites par le Covid,

«entre la fin 2020 et le début de l'année 2021, les Américain.e.s firent brièvement l'expérience de la liberté propre à la socialdémocratie. Ils et elles avaient assez d'argent liquide pour prévoir sur le long-terme et prendre des décisions en fonction de leurs propres souhaits et non simplement pour survivre. [...] À la fin du mandat de Trump, le niveau de vie américain et le niveau de sécurité économique et de liberté étaient meilleurs qu'à son début et, avec la perte de cet État social élargi, la situation était pire au terme du mandat de Biden en dépit des succès réels de ses réformes pour les travailleurs et les organisations syndicales. Voilà pourquoi les électrices et les électeurs voient dans Trump quelqu'un plus à même de veiller sur l'économie ».^[9]

C'est donc le même Trump qui s'apprête à lancer une phase de violence sociale dont l'ampleur a bien des chances de s'avérer inédite, pour le plus grand bonheur de nos Gasparian, Péresse, et al. S'il est certain que le capitalisme oligarchique encore parlementaire révèle chaque jour qui passe sa nature de canular sordide et mortifère, il demeure que la politique reste pleine de surprises ; ce que cette élection continue de révéler du potentiel d'audience de masse de la gauche n'est pas la moindre d'entre elles.

*

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

^[1] Gaetz a finalement démissionné de son siège au Congrès, mi-novembre.

^[2] ABC news propose d'utiles récapitulatifs :
<https://projects.fivethirtyeight.com/polls/favorability/donald-trump/>

^[3] Pew Research Center, <https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/03/07/state-of-the-union-2024-where-americans-stand-on-the-economy-immigration-and-other-key-issues/>

^[4] « Anti-corporate sentiment in U.S. is now widespread in both parties », 17 11 2022,
<https://www.pewresearch.org/short-reads/2022/11/17/anti-corporate-sentiment-in-u-s-is-now-widespread-in-both-parties/>.

^[5] Voir, « Confidence in institutions », <https://news.gallup.com/poll/1597/confidence-institutions.aspx>; cf encore, par exemple, <https://www.bloomberg.com/graphics/2024-opinion-how-big-business-lost-america/ns-trust/> (« Comment la confiance des américains dans les grandes entreprises est allée de mal en pis »).

^[6] Pour le Missouri, outre les nombreux choix de candidats pour les échelons nationaux et de l', environ trente-cinq propositions supplémentaires concernant de l' du Missouri étaient soumises au vote. <https://www.ballotready.org/elections/missouri-general-election-d45b75a3-39e0-419a-ac29-8da0dbb675e>

^[7] Voir : <https://www.middleeasteye.net/opinion/us-elections-instead-looking-inwards-white-liberals-blaming-arabs-trumps-victory> (« Au lieu de se poser des questions sur eux-mêmes, les blancs de gauche rendent les arabes responsables de la victoire de Trumps »)

^[8] Cités dans : <https://thehill.com/policy/technology/4924081-ocasio-cortez-defends-ftc-chair-khan-brawl/>

^[9] Voir : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/nov/09/trump-victory-explanation-scrutiny>. Je remercie Vasant Kaiwar d'avoir attiré mon attention sur ce texte.